

Interview d'Egon Bahr (Metz, le 10 juin 2006) – Extrait: l'Allemagne d'après-guerre et la question du réarmement

Légende: Dans cette interview, Egon Bahr, journaliste à Berlin et à Bonn de 1945 à 1960, évoque le blocus de Berlin après la Seconde Guerre mondiale ainsi que la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA) en 1949. Il insiste également sur les difficultés d'ancrer politiquement et militairement la RFA dans le bloc occidental sans pour autant remettre en cause une éventuelle réunification avec la République démocratique allemande (RDA).

Source: Interview d'Egon Bahr / EGON BAHR, François Klein, prise de vue : François Fabert.- Metz: CVCE [Prod.], 10.06.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:15:54, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_egon_bahr_metz_le_10_juin_2006_extrait_l_allemande_d_apres_guerre_et_la_question_du_rearmement-fr-08426ce5-774c-4303-b1d8-960dbae90431.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview d'Egon Bahr: l'Allemagne d'après-guerre et la question du réarmement (Metz, le 10 juin 2006)

[François Klein] Entre 1948 et 1960, vous avez été journaliste à Bonn et à Berlin. Comment avez-vous vécu la participation de la jeune République fédérale d'Allemagne aux prémices du processus d'intégration européenne?

[Egon Bahr] Il me faut revenir un peu avant 1948 car à l'époque, à Berlin, nous vivions sous une menace spécifique, qui a occulté pour nous la question de l'Europe. Nous vivions dans une ville divisée en quatre secteurs. Nous avons surtout dû faire face au blocus, à savoir à la tentative d'affamer les trois secteurs occidentaux de la ville. Nous avons donc surtout dû nous défendre contre une menace venant de l'Est. Nous étions fiers que les Berlinoises de l'Ouest, à qui l'on avait proposé de passer dans le secteur Est pour y acheter ce qu'ils n'avaient pas à l'Ouest... Il faut savoir qu'à l'Ouest, tout commençait à manquer. Grâce au pont aérien, nous avons reçu des flocons de pommes de terre et du lait en poudre, un peu de charbon. En d'autres termes, nous n'avions pratiquement rien pour nous chauffer et pas grand-chose à manger. Et nous étions fiers que seule une toute petite minorité de Berlinoises de l'Ouest – un pour cent tout au plus, je pense – ait fait usage de la possibilité qui lui était donnée d'aller acheter des légumes frais et du pain dans le secteur Est. Comme vous le voyez, la résistance contre l'Est était bien développée.

En novembre 1948 – cela faisait alors environ cinq mois que le blocus avait commencé – j'ai eu l'occasion de partir pour Hambourg dans un avion britannique qui avait acheminé du charbon. Ce n'était pas très confortable! C'était la première fois que je prenais l'avion et c'était, je puis le dire, mon premier choc culturel. Je venais d'un Berlin Ouest sombre, où nous n'avions pratiquement rien et où nous n'avions de l'électricité que quelques heures par jour, et je débarquais dans une ville de lumière, une ville où il y avait tout. En 1948, Hambourg ressemblait exactement à l'idée que nous nous faisons de la Suisse: lumineuse et marquée par l'abondance. Lorsque je suis entré pour la première fois dans un restaurant pour y commander quelque chose, je me suis juré de ne plus jamais de ma vie renvoyer quelque chose, mais de toujours tout manger. Je n'ai pas toujours pu tenir cette promesse.

Quoi qu'il en soit, nous étions donc à Berlin. Nous n'avions pas vécu le choc de la réforme monétaire, nous étions dans une situation de détresse, et même, à Berlin Ouest, dans une situation de détresse plus aiguë que juste avant, avant le début du blocus. Une seule chose nous préoccupait: la Constitution, qu'on élaborait, et les préparatifs à la formation du gouvernement fédéral et de la République fédérale d'Allemagne. La question qui nous taraudait était: que va devenir Berlin? Les trois puissances avaient décidé que Berlin ne pouvait pas appartenir à la République fédérale. Berlin était, en principe, l'affaire des quatre puissances, elle était leur prérogative, et ce statut devait être maintenu. Les formateurs du gouvernement de Bonn étaient d'ailleurs entièrement d'accord, parce que la jeune République était beaucoup trop faible pour pouvoir assurer la sécurité de Berlin Ouest. Par ailleurs, nous partions du principe que nous ne devions la liberté des trois secteurs occidentaux qu'au pont aérien, et donc à l'intervention des Américains. C'était devenu une question de politique mondiale. Raison pour laquelle – j'anticipe un peu – plus tard, en 1970, alors que j'avais établi des contacts avec un citoyen soviétique et un *backchannel* entre Bonn et Moscou, je lui ai dit que l'Union soviétique avait perdu le cœur des Allemands à l'époque, pendant le pont aérien. Il a souri et m'a répondu: «Oui, c'est sans doute vrai. Mais l'Amérique a perdu la Chine.» En effet, même l'Amérique n'était pas assez solide pour mettre à disposition une capacité aérienne suffisante pour ravitailler une ville de plusieurs millions d'habitants comme Berlin et, dans le même temps, offrir des capacités de transport à la Chine pour soutenir Chiang Kai-shek.

En d'autres termes, en 1949, la situation était telle que l'on s'est dit: attendons de voir ce qui va se passer. Nous ne pensions pas non plus à l'unité. Nous ne pensions pas qu'il serait possible de diviser un pays et de le tenir divisé longtemps. Nous étions toujours sous l'influence des Accords de Potsdam et de la satisfaction de voir l'Allemagne considérée comme un tout, amené à créer de nouvelles institutions centrales. C'est à Berlin qu'ont commencé la Guerre froide, la concurrence entre Est et Ouest, et la lutte autour des Allemands. Lorsqu'en 1950, les négociations relatives au plan Schuman – visant à créer une union du charbon et de l'acier – ont commencé, j'étais à Paris pour la première fois depuis la fin de la guerre. Pendant la guerre, j'y avais passé une journée en tant que soldat, et j'avais été émerveillé. Si je puis faire une petite

parenthèse, nous devions nous rendre de Bruxelles à Dieppe, et avons reçu notre ordre de marche. Nous avons décidé que le chemin le plus court passait par Paris, mais nous avons raté le train, le seul train qui reliait Paris à Dieppe. Nous sommes donc restés une journée à Paris, à visiter la ville, dont le Dôme des Invalides. Nous avons pénétré dans la rotonde et nous sommes penchés pour voir le sarcophage du Grand Corse. Nous avons un guide, qui nous a dit: «L'idée, c'est que tout homme qui vient ici pour présenter ses hommages à Napoléon, entre dans cette rotonde et, qu'il le veuille ou non, doive s'incliner devant le génie de l'Empereur. Votre Führer aussi est venu ici.»

Soit. En 1950, à Paris, l'assentiment était général, il ne pouvait rien se passer de mal, bien au contraire, cela soulageait et, après tout, la République fédérale était invitée à la table des négociations. Pour la première fois, on montrait là l'intention de traiter ces Allemands vaincus sur un pied d'égalité. Tout était donc pour le mieux. Nous étions fiers et emplis d'espoir. C'était le début, et votre question porte sur la période allant jusqu'en... 1960. En fait, dès 1954 s'est posée une question que l'on n'aurait pas pu imaginer en 1948, et a fortiori en 1945. Celle du réarmement. En 1949, lorsque la Constitution a été élaborée, nous n'avions naturellement absolument pas pensé au réarmement. Des forces armées, des soldats, n'avaient pas été prévus pour cette République fédérale. Personne ne s'en était inquiété. Ils n'avaient manqué à personne. Les Allemands se trouvaient dans une situation où ils avaient perdu tout goût du pouvoir, de l'influence et de la force militaire. Ils étaient vraiment totalement défaits. Ils ne voulaient plus entendre parler de toutes ces âneries. Et voilà qu'ils devaient rempiler! Les débats sur le réarmement ont été animés.

Adenauer avait du mal à convaincre. Ça lui a coûté son ministre de l'intérieur; Heinemann, qui est plus tard devenu président de la République, a quitté le gouvernement. Cette question était en fait une question double. D'une part: la jeune République fédérale pouvait-elle s'ancrer davantage à l'Ouest sans courir le risque de compromettre l'unité? L'unité ne serait-elle pas aussi compromise si les Allemands de l'Ouest s'intégraient militairement dans une organisation? L'Est ne s'intégrerait-il pas, lui aussi, sur le plan militaire? Tant qu'il ne s'agissait que de liens économiques, avec le Pacte de Varsovie d'un côté et la Communauté européenne, ou la CEE, de l'autre, ce n'était pas trop grave. On pouvait faire en sorte que les liaisons économiques entre les deux parties de l'Allemagne soient rétablies le moment venu. Mais si maintenant, les Allemands participaient à une alliance militaire, pendant une certaine période, les intérêts militaires et sécuritaires des deux camps risquaient de devenir tellement aigus qu'on risquait de ne plus les lâcher, ces Allemands. En d'autres termes, le débat s'est porté sur la question suivante: se peut-il que l'Europe rende impossible l'unité allemande? Cette question n'a pas seulement fait l'objet de débats passionnés dans l'opposition de l'époque, mais aussi au sein des partis au gouvernement, à savoir la CDU, la CSU et le FDP. Les négociateurs se sont attachés à trouver des formulations permettant à l'Allemagne, si son unité devait devenir possible, de quitter l'OTAN et la CE.